

Ministère de la Région wallonne.

Division de l'Aménagement du Territoire
et de l'Urbanisme.
DB9059/83

Annexe 12 - Art.45 127

P E R M I S D E B A T I R.

Le Ministre,
~~Le délégué de l'Exécutif,~~

Vu la demande introduite le 18 août 1998 par la Direction générale des voies hydrauliques du Ministère de l'Équipement et des Transports et ~~reçue~~ relative à un bien sis sur le territoire de la commune de CERFONTAINE et tendant à l'exécution des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de l'aérodrome de Cerfontaine;

Vu l'article 45 127 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ;

Vu l'article 198 274 du Code précité déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis ~~de bâtir et de lotir~~ sont délivrés par le délégué de l'Exécutif ;

Vu l'article 274bis déterminant les actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les permis ~~de bâtir et de lotir~~ sont délivrés par le gouvernement ou le fonctionnaire délégué;

Vu l'article 196 272 du Code précité portant délégation des pouvoirs de l'Exécutif en matière d'Aménagement du Territoire et d'Urbanisme et désignant les délégués de l'Exécutif ;

(1) Vu l'avis du 23 septembre 1998 du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de CERFONTAINE;

(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se trouve le bien, (1) ~~un plan régional,~~ (1) un plan de secteur, (1) ~~un plan général d'aménagement,~~ (1) ~~un plan particulier d'aménagement~~ approuvé par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24/04/1980 modifié par arrêté du gouvernement wallon du 09 décembre 1993 (1) ~~et dont la révision a été décidée par arrêté du.....~~

(1) ~~Vu l'arrêté du décidant l'établissement d'un plan particulier d'aménagement,~~ ayant pour effet (1) ~~de réviser, (1) d'annuler le permis de lotir n° du..... ; (1)~~

~~Vu les règlements généraux sur les lotissements ; (2)~~

~~Vu le règlement communal sur les lotissements ; (2)~~

¹ Biffer l'alinéa ou le membre de phrase inutile

² A biffer s'il n'en existe pas

Vu les règlements généraux sur les bâtisses ; (2)

~~Vu le règlement communal sur les bâtisses ; (3)~~

~~Attendu que la demande n'est pas conforme au (4) :~~

- ~~- plan général d'aménagement approuvé par arrêté du.....; (1)~~
- ~~- plan particulier d'aménagement approuvé par arrêté du.....; (1)~~
- ~~- permis de lotir n°..... dûment autorisé le..... et non périmé; (1)~~
- ~~- plan d'alignement approuvé par arrêté du..... pour la voie communale n°.....; (1)~~
- ~~- au règlement communal sur..... approuvé par arrêté du.....~~

~~que, par sa décision du, le Collège des Bourgmestre et Echevins a émis un avis favorable (1) défavorable sur la demande de dérogation.~~

Vu l'affectation des parcelles en cause en zone d'aérodrome et en zone agricole;

Vu l'article 110 du CWATUP,

Considérant qu'il s'agit d'un équipement communautaire au sens de l'article précité et que la construction des bâtiments techniques en zone agricole résulte d'impératifs techniques liés à la sécurité et au fonctionnement de l'aérodrome et qu'ils s'intègrent au site;

Considérant que l'enquête prescrite par l'article 114 du même code a débuté le 07 septembre 1998 et s'est terminée le 22 septembre 1998;

Considérant que 27 réclamations ou observations écrites sous forme de lettres circulaires de deux types ont été déposées le 22 septembre à l'administration communale de Cerfontaine;

Considérant que les remarques formulées dans ces réclamations ont trait à l'affectation du sol, la propriété des biens, du financement du projet, de l'origine des usagers de l'équipement et des zones de sécurité, qui trouvent une réponse dans le présent arrêté ou qui ne relèvent pas du permis d'urbanisme;

Considérant que la fréquentation de l'aérodrome a été estimée à environ 40 véhicules par jour, 300 véhicules pour les jours d'affluence et les week-ends et 1200 véhicules lors de manifestations exceptionnelles qui pourraient se produire un ou deux jours par an et que ce flux de circulation se limitera essentiellement aux routes dites des lacs, en dehors des villages environnants;

Considérant que les risques et nuisances liés à ce type d'équipement seront limités pour les habitants, sachant qu'aucune habitation ne se trouve dans un rayon de 500 mètres tracé autour du site et que seulement quelques fermes se trouvent dans un rayon de 1000 mètres et que cet équipement est destiné à remplacer un autre du même type situé à quelques kilomètres, distance négligeable par rapport à l'activité visée;

Considérant que les surfaces bétonnées seront limitées aux aires de circulation et de dégagement autour des bâtiments, que la piste sera engazonnée, que les nuisances sonores ne seront pas accentuées puisque présentes de par l'utilisation actuelle d'un aérodrome situé à quelques kilomètres du site et que les biotopes des zones voisines n'auront que peu à souffrir de l'activité projetée, sachant qu'elle sera limitée, au sol,

à la zone techniquement utile et nécessaire au bon fonctionnement de l'aérodrome;

Considérant que le projet devrait avoir des retombées économiques pour cette région fortement touchée par le chômage, tant par la création de quelques emplois que par les retombées pour les commerces et artisans locaux;

Considérant que ce projet s'inscrit dans le courant du développement touristique des lacs de l'Eau d'Heure engagé par la région wallonne, en créant pour ce site une entrée aérienne correctement équipée;

Considérant que la mise en oeuvre d'une aire de camping dans l'enceinte de l'aérodrome ne répond pas à la philosophie de développement touristique des lacs de l'Eau d'Heure qui tend au regroupement des activités de séjour;

Considérant que la lecture de la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement apporte suffisamment d'informations sur les nuisances prévisibles;

A R R E T E

Article 1er : Le permis est délivré à la Direction générale des voies hydrauliques du Ministère de l'Equipeement et des Transports pour l'exécution des travaux techniques nécessaires à la modernisation et l'extension de l'aérodrome de CERFONTAINE conformément aux plans dont la liste est annexée au présent arrêté à condition que la zone destinée au campement ainsi que son accès en revêtement carrossable minéralisé soient supprimés;

Article 2 : Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au Collège des Bourgmestre et Echevins de CERFONTAINE ;

Article 3 : Le titulaire du permis averti, par lettre recommandée, le Collège des Bourgmestre et Echevins et le délégué de l'Exécutif du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.


A NAMUR, le... 27.11.98

Le Ministre,
~~Le délégué de l'Exécutif,~~



Michel LEBRUN

POUR COPIE CONFORME



Philippe DECHAMPS
Architecte, Attaché
S.E.K.

(voir dispositif en annexe)

D I S P O S I T I FArticle 134

Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.